

# Une expérience passionnante

## I

*Nous reproduisons, à partir de ce numéro, une très intéressante étude sur l'expérience passionnante<sup>1</sup>Publiée dans le Bulletin de la Commission Internationale de liaison ouvrière. que sont en train de réaliser des hommes, probablement venus de différents horizons et de différentes tendances sociales, qui depuis quatre ans ont pris en main la gestion d'un des plus grands établissements spécialisés dans la congélation de la viande, en Uruguay.*

*Le rapport écrit par un militant qui a vécu et vit cette expérience fait état, avec une impartialité remarquable, de tous les aspects et toutes les difficultés des problèmes à résoudre. Il tranche avec les habituelles accusations «antiyanquees» qui prétendent tout expliquer et tout résoudre par une démagogie inepte. Il montre la complexité des questions posées avant, au début et pendant la gestion de la coopérative, les luttes avec les centrales syndicales hostiles, tout ce qui concerne les rapports avec les fournisseurs de matières premières, les clients, l'État lui-même – favorable, reconnaissons-le, et ce qui ne nous étonne pas, en Uruguay – à cette initiative courageuse.*

*Il y a là une leçon à tirer, et qui pourra nous inspirer, pour l'avenir. Sachons en retenir tous les enseignements.*

*La Rédaction*

Depuis 1942, année où elle fut constituée, et jusqu'en 1960, la Fédération autonome de la Viande fut l'organisation syndicale la plus puissante d'Uruguay. Ses conquêtes économiques et sociales – parmi lesquelles une «assurance-chômage» – n'ont pas d'équivalents en Uruguay; la Bourse du

travail et une loi spéciale contre les renvois arbitraires lièrent pratiquement les mains aux patrons capitalistes. Les entreprises possédaient nominalement les «frigorifiques», mais en fait la loi était dictée, d'une part, par le syndicat et, d'autre part, par le pouvoir d'État, lequel fixe les taux de change pour les transactions internationales et, par l'intermédiaire du Frigorifique National, fixe également les prix de la matière première (le Frigorifique National, administré par les éleveurs et par l'État, fixe les prix du bétail et détient le monopole de la fourniture de viande au secteur de Montevideo). Parallèlement à cette situation, insupportable pour des entreprises capitalistes, les prix de la viande du Rio de la Plata sur les marchés internationaux accusèrent une baisse importante, pendant qu'augmentait le prix des matières premières et des produits, manufacturés de provenance étrangère (machines, outillage, combustibles, etc.). D'autre part, le commerce illicite de la viande, l'abattage clandestin – favorisé par la corruption politique et bureaucratique de l'État – soustrayait aux entreprises un volume de travail sur lequel elles comptaient pour couvrir leurs frais habituels, lesquels sont élevés, étant donné les avantages conquis par les travailleurs et le mécanisme industriel et administratif complexe d'usines prévues pour traiter le double ou le triple du bétail disponible.

Il se produisit ainsi une crise sans précédent dans le pays. En 1957, les puissantes compagnies à capital nord-américain (Frigorifico Artigas S.A., filiale d'Armour, de Chicago, Compagnie Swift, de Montevideo S.A., filiale de l'International Packers Co) annoncèrent la cessation de leurs activités, et mirent en vente les deux grands établissements à des conditions véritablement tentatrices. Cependant, ni l'État, idéologiquement partisan des «nationalisations» anti-impérialistes, ni aucun groupement économique, national ou étranger, ne firent des offres. Il était évident que l'industrie frigorifique uruguayenne avait cessé d'être une «affaire». Le 20 décembre 1957, date fixée pour la fermeture

des deux établissements, arriva, et quelque 5.000 ouvriers se trouvèrent sans travail; c'était la moitié environ de l'effectif total des travailleurs de l'industrie frigorifique uruguayenne. Les trois autres frigorifiques – Anglo, Nacional et Castro – ne fermèrent pas, mais travaillaient à moins de 50 pour cent de leur capacité, de sorte que, pendant l'année 1958, 75 pour cent des travailleurs de la viande se trouvèrent sans emploi; pour comble de malchance, la caisse d'assurance-grève était vide, puisqu'elle se nourrit en grande partie d'apports ouvriers et patronaux qu'on ne verse que lorsqu'on travaille.

Nous nous vîmes donc affrontés à un problème vital. Quelle valeur pratique représentaient toutes nos conquêtes ouvrières et sociales, légalisées, codifiées et appuyées par le pouvoir syndical, face à la perte de notre source de travail? Tout notre patrimoine social s'effondra comme château de cartes.

C'est alors que quelques esprits audacieux, versés en sociologie vivante, et des militants syndicaux possédant une longue expérience nous dirent: «Notre organisation syndicale est dans une impasse; nous n'avons plus de patron à qui réclamer des améliorations; mais comme nous ne pouvons pas être absorbés par d'autres industries et, de plus, comme l'Uruguay doit fatalement continuer à être un pays producteur et exportateur de viande, il nous faut chercher un autre chemin: réclamer la possession des établissements fermés et les faire fonctionner pour notre compte au moyen d'un système collectif ou coopératif.»

## **Un monde d'ennemis**

Cette idée ou, pour mieux dire, ce nouveau chemin fut ouvert lors d'une table ronde réalisée au Cerro<sup>2</sup> Quartier ouvrier de Montevideo, où sont situés la plupart des établissements frigorifiques. au début de 1958. À cette table ronde, la Fédération autonome de la Viande invita les gouvernants et les législateurs de tous les partis, les représentants des

secteurs ruraux, les organisations syndicales du pays et la presse orale et écrite. En général, cette initiative fut considérée comme une idée romantique, absurde, quichottesque et insensée. Les seuls qui la prirent au sérieux furent les marxistes, les socialistes et les communistes pour la combattre énergiquement et la calomnier de mille façons diverses, mais tout aussi malhonnêtes. Ils disaient que la fermeture des frigorifiques était une comédie, un simulacre, un chantage de l'impérialisme réclamant des subsides, mais que pour le cas où ces fermetures seraient véridiques, l'État devait s'approprier des établissements sans indemnisation, et les nationaliser. Ils ne voulaient pas que les travailleurs deviennent les maîtres de leur usine, ils ne voulaient pas entendre parler de coopérative, mais soutenaient et soutiennent encore que dans un système capitaliste le prolétariat ne peut réaliser avec succès un essai de gestion économique qui lui soit propre. D'abord, disent-ils, il faut chasser la bourgeoisie du pouvoir politique.

Bien que, parmi les cadres dirigeants de la Fédération autonome de la Viande, les communistes ne fussent, à ce moment-là, qu'une petite minorité, leur opposition à l'initiative coopératiste eut une grande résonance. La majorité des délégués ouvriers du Frigorifique National, des Frigorifiques Anglo, Castro et Swift, de la Société de chargement et de déchargement, des conducteurs de bétail, s'opposaient à l'initiative coopérativiste. Les causes de cette opposition presque massive parmi les cadres dirigeants sont de natures diverses:

a) Carence totale de culture sociologique et d'information ou de formation coopérativiste;

b) Défaut du sens de la responsabilité, suite logique de l'attitude passée, des abus commis au temps de notre lutte contre les vieilles entreprises, un peu par esprit de vengeance ou de représailles, un peu à cause de cette tendance, très nationale, que l'on appelle «relajo» et qui est

une sorte de délinquance sociale où l'orgueil national ne voit que «malice créole» et qui se traduit par le «vol en douce», la «fauche», et une série de fraudes en ce qui concerne le travail, telles que la négligence, le «pointage» des absents, le «bouzillage» le sabotage, etc.;

c) La soumission à la paternelle omnipotence de l'État;

d) La crainte d'entreprendre une tâche nouvelle sans expérience, sans capital et sans assurance de succès;

e) La nostalgie des luttes antipatronales (contre qui ferons-nous grève, et à qui imposerons-nous notre puissance syndicale lorsque nous n'aurons plus de patron? Comment dominer les masses par nos diatribes s'il n'y a plus personne contre qui les prononcer? De quelles injustices sociales pourrons-nous nous plaindre lorsque nous serons les maîtres de notre propre destin?);

f) La crainte que les nouveaux intérêts – défense de l'entreprise, relations commerciales, engagements de livraisons, etc. – n'embourgeoisent les travailleurs et ne les éloignent de la «gauche»;

g) Traîtres et aventuriers, agents patronaux des frigorifiques concurrents, nombreux étaient ceux qui avaient intérêt à ce que les frigorifiques fermés ne se rouvrent pas (fabriques de savon, fabriques de charcuterie, de produits végétaux, déjà installées ou sur le point de l'être, parfois par les même actionnaires de l'ex-Swift ou de l'ex-Artigas, avaient malheureusement des porte-parole stipendiés dans les rangs de l'opposition; au sein du Congrès national des délégués, composé de 120 personnes, sans compter les gangsters du marché noir et les agents du Frigorifique Armour do Santa Ana do Livramento, au Brésil, qui traite du bétail uruguayen passé à la frontière en contrebande et exporte par le port de Montevideo, etc.);

h) Et finalement, sans pour autant épuiser l'inventaire des

ennemis de l'initiative coopérativiste, les communistes, doctrinaires et militants du parti, qui prévoyaient avec certitude que la création de la coopérative détruirait l'unité organique de la Fédération autonome de la Viande et réduirait à néant leur intention de l'intégrer à leur future Centrale unique des travailleurs de l'Uruguay, en projet mais non réalisée.

### **Sans capitaux, ni crédit**

Nous n'insisterons pas sur l'opposition du grand capitalisme national et étranger, et des latifundistes<sup>3</sup>N. de la R. – Grands propriétaires terriens. uruguayens, lesquels, en réalité, se limitèrent à voter contre la loi de création d'E.F.C.S.A. au Parlement, persuadés qu'ils étaient que nous irions à un échec inévitable, étant donné que nous ne disposions ni de capitaux de roulement, ni de crédit bancaire, ni d'un appui financier de l'État; ils désiraient finalement que la coopérative se constitue afin de pouvoir démontrer, après son échec, que les travailleurs n'étaient pas mûrs pour une telle expérience, par laquelle on prétendait reformer rien de moins que l'industrie de base de l'économie nationale. (L'industrie de la viande en Uruguay est, en effet, l'équivalent de la sidérurgie anglaise, du pétrole au Venezuela, du sucre à Cuba ou de l'automobile aux États-Unis, toutes proportions gardées)<sup>4</sup>N'oublions pas que, selon les chiffres donnés auparavant, les travailleurs des «frigo» sont dix mille en tout et que leur industrie est la plus importante. Or, l'Uruguay compte 2.800.000 habitants, et ces «frigo» furent une création du capital étranger... (N. de la R.)

Aux facteurs précédemment énumérés, il faudrait ajouter que ni le gouvernement en place à l'époque, ni la masse ouvrière des frigorifiques n'avaient des idées très claires sur ce qui devait se faire.

Le gouvernement (avec l'approche de la saison où le bétail atteint son poids maximum et, de plus, la proximité des

élections nationales, les deux événements étant pour novembre) voulait se débarrasser, de n'importe quelle façon, du problème des frigorifiques, et les travailleurs, qui chômaient depuis un an, voulaient travailler, de n'importe quelle façon, c'est-à-dire sous n'importe quel régime, qu'il fût patronal, d'État ou coopérativiste. Telle est la vérité pure et simple.

Mais aucun groupe financier ne s'offrit à acheter les frigorifiques fermés. L'État, pour sa part, n'en voulait pas, même en cadeau. Les éleveurs – qui forment la classe la plus rétrograde du pays – demeurèrent complètement passifs; ils pensaient pouvoir écouler leur marchandise par l'intermédiaire de l'abattage clandestin, des frigorifiques encore en fonction, faire passer la frontière du Brésil à ce qui leur resterait de bétail sur pied, et se consacrer ensuite à la production de céréales ou à l'élevage des moutons.

L'avenir était réellement sombre. Mais les dirigeants syndicaux et les ouvriers du frigorifique Artigas ne faiblirent pas dans leur intention de rouvrir les usines fermées, et comme nos propres dirigeants étaient simultanément dirigeants de la Fédération autonome de la Viande, et pouvaient compter sur l'appui de quelques dirigeants du Swift, du Frigorifique National, du Syndicat des transporteurs de bétail et de l'Association des employés de l'industrie frigorifique, ils firent pression sur le gouvernement en lui donnant l'impression que la Fédération ouvrière de l'industrie de la viande et dérivés (autonome) favorisait la solution coopérativiste. Nos camarades comptaient également sur un autre appui inestimable: le gérant du frigorifique Artigas, le super-intendant, les chefs de services, la majorité des techniciens et des spécialistes formaient une équipe sans fissure; Uruguayens, ils considéraient comme une hérésie économique le tarissement provoqué d'une source de travail et de richesse comme ce frigorifique où ils avaient passé une grande partie de leur vie, et ils se mirent à la disposition du Syndicat des ouvriers et ouvrières d'Artigas pour assurer

la responsabilité de l'administration et de la direction technique de l'établissement. C'était là, pour ainsi dire, l'état-major dont avait besoin l'armée du travail pour sortir victorieusement de cette terrible aventure qui consistait à vouloir, pour la première fois en terre américaine, travailler sans patrons.

Le gouvernement, averti de cette situation, et croyant que toute la Fédération de l'industrie de la viande était d'accord, se décida finalement à présenter à l'Assemblée Générale (pouvoir législatif) un message et un projet de loi exonérant d'impôts la transaction projetée, et fixant les normes juridiques de la nouvelle société que nous, les ouvriers, nous nous proposons de constituer dans le but de pouvoir «acheter» les établissements fermés. Le projet devint loi fin octobre 1958.

C'est ainsi que, pour pouvoir acheter les frigorifiques, les travailleurs de l'Artigas et du Swift se constituèrent en société dénommée: «Establecimientos Frigoríficos del Cerro, Sociedad Anónima» (E.F.C.S.A.).